INDEPENDENT Evaluation Office
United Nations Development Programme

REFLECTIONS

ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES ÉVALUATIONS :

INITIATIVES ENVIRONNEMENTALES APPUYÉES PAR LE PNUD ET FINANCÉES PAR LE BIAIS DU FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL

Auteurs principaux : Eduardo Gómez, Richard Jones

Co-auteurs : Claudia Marcondes, David Vousden

Associés de recherche : Elizabeth Wojnar, Anna Kunová

INTRODUCTION

La croissance économique, l'inclusion sociale et la protection de l'environnement doivent aller de pair pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD). En tant qu'acteur central du système des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) soutient les pratiques de développement durable qui aident les pays à se développer de manière à s'adapter aux défis posés par le changement climatique et à préserver la vie sur terre et sous l'eau.

À la recherche de solutions aux problèmes environnementaux les plus urgents de notre planète, le PNUD est un partenaire d'exécution important du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) depuis sa création en 1991. Au fil du temps, 74 millions de personnes dans 137 pays à travers le monde ont directement bénéficié de ce portefeuille commun[1]. Afin d'orienter les futures initiatives, le Bureau indépendant d'évaluation (BIE) du PNUD a entrepris un examen des enseignements tirés des évaluations des initiatives passées soutenues par le PNUD et financées par le FEM. L'objectif est de donner aux bureaux de pays du PNUD des conseils basés sur des données probantes permettant d'identifier les initiatives qui fonctionnent ainsi que la manière de concevoir et de mettre en œuvre de tels programmes.

Le présent document porte sur les enseignements tirés des domaines de l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci, de la dégradation des sols, et de la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité et des eaux internationales.

MÉTHODOLOGIE

La méthode utilisée consiste en un examen rapide des données probantes[2] afin d'offrir une synthèse de données évaluatives issues des rapports d'évaluations publiés sur le Centre de gestion en ligne des évaluations du PNUD au cours des dix dernières années[3]. Cet examen a été réalisé au moyen d'un processus de sélection visant à affiner l'ensemble final

des évaluations analysées tout en améliorant la pertinence des ressources en termes de respect des délais et de portée géographique[4]. Il s'appuie principalement sur des évaluations finales et à mi-parcours de haute qualité[5] liées aux récentes phases de reconstitution du FEM (FEM-5 et FEM-6)[6], mais prend également en considération les données probantes issues de l'évaluation relatives à d'autres fonds verticaux (Fonds d'adaptation, Fonds spécial pour le climat et Fonds pour les pays les moins avancés), le cas échéant[7]. Chaque examen a principalement consisté à identifier les constatations, conclusions et recommandations récurrentes qui fournissent des enseignements pertinents dans chaque domaine thématique, sachant que certains d'entre eux renvoient à des sujets transversaux. L'évaluation de ces données probantes a pour but d'offrir des éléments pratiques en temps utile pour aider les décideurs du PNUD à programmer efficacement les projets environnementaux. Dans le cadre du processus d'assurance qualité du BIE, ce document a été examiné par des pairs en interne ainsi que par des collègues du Bureau indépendant d'évaluation du FEM. Cette analyse ne constitue pas une revue complète de la littérature générale et scientifique au sujet des domaines environnementaux sélectionnés pour examen.

APERÇU DES ENSEIGNEMENTS TIRÉS

ATTÉNUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ADAPTATION À CE CHANGEMENT

1	**Les initiatives d'atténuation du changement climatique dans le secteur de l'énergie doivent prendre en compte les capacités des gouvernements à adopter les pratiques réglementaires nécessaires et la volonté des pays d'intégrer les changements.**	**2**	**Les initiatives d'adaptation au changement climatique doivent répondre à des besoins locaux bien identifiés et tenir compte des connaissances locales pour fournir des conseils techniques aux communautés bénéficiaires.**	**3**	**Les opérations d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à celui-ci peuvent bénéficier de l'engagement du secteur privé, à condition de mettre en place une stratégie claire orientée vers l'action et un engagement constant tout au long de la durée des projets.**

DÉGRADATION DES SOLS

4	**Les interventions en matière de gestion des sols les plus fructueuses sont celles qui ont tenu compte des besoins locaux et des stratégies de subsistance, et qui ont favorisé la coopération entre les parties prenantes.**	**5**	**L'utilisation de canaux médiatiques multiples pour communiquer les recommandations en matière de gestion des sols et les résultats des projets peut améliorer et renforcer la sensibilisation et la durabilité.**	**6**	**La gestion des sols est un catalyseur pour l'intégration à d'autres domaines et secteurs d'intervention en faveur de l'environnement et du développement.**

CONSERVATION ET UTILISATION DURABLE DE LA BIODIVERSITÉ					
7	L'établissement de liens stratégiques avec la réduction de la pauvreté, la promotion de moyens de subsistance alternatifs et la participation de donateurs privés peut contribuer à assurer un financement suffisant ainsi que la durabilité des solutions de conservation de la biodiversité.	8	Les intérêts locaux et les efforts de conservation de la biodiversité peuvent se renforcer mutuellement grâce à des interventions reposant sur une coopération étroite avec les organisations communautaires.	9	Les approches participatives des initiatives de conservation de la biodiversité sont vectrices d'une gestion adaptative plus efficace des interventions. Elles favorisent par ailleurs la durabilité et l'inclusion des questions liées au genre.
EAUX INTERNATIONALES					
10	La promotion d'une collaboration régionale et intersectorielle au moyen des interventions du FEM constitue une contribution supplémentaire clé à la gestion des eaux transfrontalières.	11	Les actions concernant les eaux internationales tirent parti d'activités d'évaluation et de démonstration des écosystèmes qui favorisent un soutien politique et un financement suffisant pour garantir une surveillance complexe à long terme.	12	L'engagement intersectoriel des parties prenantes et le partage des connaissances sont essentiels à la durabilité des interventions multinationales sur le long terme dans le domaine des eaux internationales.

I. ATTÉNUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ADAPTATION À CE CHANGEMENT

CONTEXTE

Le changement climatique augmente l'ampleur et la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes et a exacerbé les changements plus lents des systèmes naturels, entraînant une pénurie de nourriture et d'eau, menaçant la vie et les moyens de subsistance des populations et causant des centaines de milliards de dollars de pertes économiques chaque année. Lors de l'adoption en 2015 de l'Accord de Paris, la communauté internationale a convenu de limiter la hausse de la température mondiale bien en dessous de 2,0 °C au-dessus du niveau préindustriel et de poursuivre les efforts afin de plafonner cette hausse à 1,5 °C, dans la mesure du possible[8]. Cependant, les tendances actuelles révèlent que le monde se dirige vers une hausse de 3,2 °C, ce qui conduira à une catastrophe irrévocable si des mesures ne sont pas prises de toute urgence.

Afin de soutenir l'atténuation du changement climatique, le PNUD a mis en œuvre des programmes visant à réduire les niveaux d'émission de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère. Cette mesure sera rendue possible par l'introduction de sources d'énergie renouvelables en remplacement des combustibles fossiles et par l'adoption de technologies ou de systèmes économes en énergie. Pour ce faire, le PNUD entreprend des mesures de soutien à la rénovation de bâtiments ou des investissements dans le transport urbain durable. L'adaptation au changement climatique est facilitée par le PNUD au moyen de systèmes d'information climatique et d'alerte rapide et d'un soutien visant à renforcer la résilience des communautés.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

1 Les initiatives d'atténuation du changement climatique dans le secteur de l'énergie doivent prendre en compte les capacités des gouvernements à adopter les pratiques réglementaires nécessaires et la volonté des pays d'intégrer les changements.

Les initiatives fructueuses incluaient une évaluation minutieuse de la maturité des pays et des gouvernements en matière d'énergies renouvelables. Elles comprenaient également une évaluation du niveau de capacité réglementaire et technique des pays pour élaborer et mettre en œuvre de manière indépendante des réglementations techniques. Ces projets ont pris en compte le renforcement des capacités et alloué suffisamment de temps pour la mise en œuvre dans l'élaboration du projet.

La part des sources renouvelables (principalement l'hydroélectricité, l'éolien et le solaire) dans le bouquet énergétique de chaque pays varie, tout comme la volonté de changement de chaque gouvernement et le soutien des entreprises et du secteur public pour se détourner des combustibles fossiles. Dans les Caraïbes, le projet Ten Islands Challenge, lancé dans dix pays, a enregistré des résultats différents dans chacun d'entre eux, en fonction notamment du degré de maturité des discussions sur les énergies renouvelables et de l'existence d'une adhésion au sein des différents pays[9]. La coopération a été plus fructueuse dans les cas où les gouvernements étaient prêts à mettre en œuvre des actions dans le domaine des énergies renouvelables et où des discussions et des accords internes aux pays sur l'abandon des combustibles fossiles avaient été conclus. À Sainte-Lucie et à Saint-Vincent-et-les Grenadines, le projet a accompagné avec succès l'installation de fermes solaires et a également facilité l'élaboration de stratégies nationales de transition énergétique.

Dans d'autres situations, les résultats des projets d'atténuation du changement climatique ont été affectés par le marché ou des conditions politiques qui n'étaient pas favorables à la mise en œuvre de ces projets, ou par le manque de capacité des gouvernements ou des entreprises énergétiques qui n'étaient pas encore prêtes à adopter des pratiques réglementaires complexes. Aux Seychelles[10], malgré une stratégie globale d'éducation et de communication sur l'efficacité énergétique, l'adoption et le déploiement de normes minimales de performance énergétique concernant les appareils dépendaient des structures gouvernementales réglementaires, dont les capacités étaient surestimées. En Moldavie, le projet *Energy Service Company Project* a encouragé de nouveaux investissements dans la rénovation énergétique des bâtiments municipaux. Cependant, d'après l'évaluation finale, le pays n'était pas encore prêt à accueillir ce projet. Les conditions de marché et politiques y étaient défavorables, les connaissances locales sur les concepts du projet étaient limitées et les fournisseurs d'énergie étaient restreints de par leur manque de capacités techniques et leurs contraintes financières.

2 Les initiatives d'adaptation au changement climatique doivent répondre à des besoins locaux bien identifiés et tenir compte des connaissances locales pour fournir des conseils techniques aux communautés bénéficiaires.

Le PNUD continue d'effectuer des évaluations participatives de la réduction de la vulnérabilité pour identifier les besoins locaux auxquels répondre par des interventions. Au Laos[11], une évaluation localisée de la réduction de la vulnérabilité a effectivement permis d'intégrer la résilience climatique dans les processus de planification locale[12], d'identifier les investissements et de prendre en compte les problèmes d'adaptation spécifiques au site[13], ce qui a également contribué à l'amélioration des moyens de subsistance. Cependant, les outils de diagnostic doivent être bien alignés sur les priorités requises. À Sao Tomé-et-Principe[14], les évaluations de la réduction de la vulnérabilité ont essentiellement porté sur les

vulnérabilités liées aux *moyens d'existence* plutôt que sur un diagnostic de vulnérabilité *climatique*, l'accent n'était donc plus mis sur l'adaptation au changement climatique. Alors que le projet abandonnait son approche centrée sur le climat, il a rapidement dû gérer les attentes en matière de moyens de subsistance de 30 communautés, avec un budget et une capacité limités pour y répondre.

Les perspectives locales doivent également être appliquées dans les étapes ultérieures de la mise en œuvre des interventions, notamment dans les activités de sensibilisation et de conseil technique. La Guinée[15] a obtenu de bons résultats grâce à la production et à la diffusion de supports adaptés localement pour favoriser des pratiques agroforestières résilientes au changement climatique. La sélection de ces supports s'est appuyée sur les connaissances et l'expérience existantes des bénéficiaires, et leur présentation a été effectuée à partir d'un langage et d'images appropriés pour transmettre les informations. De même, au Libéria[16], les directives de la Farmer Field School ont été conçues spécifiquement pour permettre aux agriculteurs de transformer l'agriculture de conservation grâce à des mesures qui conviennent le mieux aux circonstances locales pour répondre aux besoins en matière d'adaptation au changement climatique.

Les informations sur le climat doivent être présentées dans des formats faciles à comprendre pour les communautés de petits agriculteurs. Ce n'est cependant pas toujours le cas. Au Zimbabwe[17] par exemple, lors de l'évaluation du projet Scaling Up Climate Change Adaptation, il a été recommandé d'améliorer la présentation des informations afin de s'assurer qu'elle est accessible à tous. Les résultats de l'évaluation soulignaient un manque d'informations au niveau des bénéficiaires, entravant les efforts pour faire pression en faveur des changements stratégiques nécessaires pour permettre la réplication des expériences pilotes ou pour garantir que leurs avantages profitent à un plus large éventail de parties prenantes. Aux Philippines[18], le projet WIBI aurait pu permettre aux agriculteurs de stabiliser les risques grâce à un système d'assurance basé sur des indices climatiques. Malheureusement, les agriculteurs parvenaient difficilement à comprendre le mécanisme de transfert des risques et le principe de résilience climatique, malgré le travail réalisé dans le cadre de ce projet. C'est pourquoi il est important de diffuser des informations sur l'outil proposé et son application aux agriculteurs d'une manière accessible.

3 Les opérations d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à celui-ci peuvent bénéficier de l'engagement du secteur privé, à condition de mettre en place une stratégie claire orientée vers l'action et un engagement constant tout au long de la durée des projets.

Le secteur privé est un partenaire important pour soutenir les agences gouvernementales, mettre au point des innovations, mobiliser des capitaux et assurer la réussite des actions de lutte contre le changement climatique. Des possibilités d'investissement privé existent dans des domaines tels que la réduction des émissions de GES, l'information sur le climat, les systèmes d'alerte rapide et le rendement énergétique. En Serbie[19], la mise en place de prix de l'innovation et de paiements basés sur la performance s'est inscrite parmi les stratégies de programmation fructueuses utilisées pour susciter l'intérêt et l'implication du secteur privé, conduisant à la mobilisation de capitaux privés[20] pour atteindre les objectifs relatifs au changement climatique.

Dans le cadre du programme de renforcement des systèmes d'information sur le climat et d'alerte rapide en Afrique[21], les services hydrologiques et météorologiques nationaux des 11 pays participants ont inclus les services de téléphonie mobile et les sociétés météorologiques privées en tant que partenaires clés du projet. Ces partenaires du secteur privé ont assuré la collecte d'observations météorologiques et d'autres données ainsi que la prestation de services, des activités indispensables pour améliorer la couverture nationale des infrastructures de surveillance météorologique, climatique et hydrologique. En Mongolie[22], le secteur privé s'est impliqué dès le début et a joué un rôle important dans l'élaboration de solutions techniques pour remédier à la disponibilité limitée des principaux matériaux isolants, une condition essentielle pour l'adoption de pratiques écoénergétiques.

Dans d'autres cas, des éléments clés de la coopération avec le secteur privé faisaient défaut, tels que l'identification précoce des parties prenantes potentielles ou l'engagement entre le gouvernement et le secteur privé. Parfois, il n'existait même pas de stratégie d'inclusion du secteur privé. Au Malawi[23], les parties prenantes et les investisseurs potentiels du secteur privé dans le système d'information sur le climat et d'alerte rapide n'ont pas été identifiés lors des consultations initiales du projet, et les tentatives d'association avec le secteur privé tout au long de la phase de mise en œuvre ont eu peu de succès, entraînant un financement limité pour les opérations et la gestion au lendemain du projet. En Moldavie[24], il existait un soutien initial de la part des entreprises de services énergétiques intéressées par l'investissement dans les activités de rénovation des bâtiments en vue de réaliser des économies d'énergie, mais le projet n'a pas pu démontrer pleinement les avantages du passage à la modalité de contrat de performance énergétique[25], qui exigeait des entreprises une prise de risques accrue et l'utilisation de leurs propres fonds pour financer les rénovations. Aux Maldives[26], un projet touristique a produit des études initiales et des rapports solides qui auraient pu influer sur la politique d'adaptation au changement climatique. Cependant, aucune stratégie n'avait été mise en place pour utiliser ces études et rapports en vue d'influencer la politique et aucune association avec le secteur privé du tourisme n'a pu être concrétisée.

Dans certains cas, la coopération avec le secteur privé risquait de ternir la réputation du PNUD, comme dans le projet mondial *Assisting non-LDC developing countries,* dont les processus étaient dirigés par les pays pour faire avancer les plans nationaux d'adaptation dans 96 pays[27]. Le projet proposait des plateformes pilotes public-privé sur le financement de l'adaptation, mais a dû être interrompu en raison du risque de perception erronée selon laquelle l'ONU promouvrait des entités du secteur privé. Le PNUD n'a donc pas été en mesure de renforcer son dialogue avec le secteur privé dans d'autres initiatives nationales d'adaptation.

II. DÉGRADATION DES SOLS

CONTEXTE

La dégradation des sols, la désertification et la sécheresse présentent des défis mondiaux pour le développement durable, impliquant des conséquences sur la pauvreté, la santé, l'insécurité alimentaire, la perte de biodiversité, la pénurie d'eau, la réduction de la résilience et les migrations forcées. La dégradation des sols et la question de la gestion des terres sont étroitement liées dans tous les domaines environnementaux abordés dans cet examen rapide des données probantes, les enseignements tirés recoupant souvent tous les domaines. La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification 2018-2030 vise à aider les pays à stopper et à remédier à la dégradation des sols d'ici à 2030[28]. Les changements dans l'exploitation des terres, entraînés par l'expansion de l'agriculture commerciale, la foresterie et les modes de consommation, contribuent à l'accroissement des émissions de gaz à effet de serre, à la perte d'écosystèmes naturels et au déclin de la biodiversité. La dégradation des sols constitue également une menace pour la sécurité alimentaire. L'agriculture, la foresterie et les autres affectations des terres représentent 23 pour cent des émissions anthropiques[29] ; des tendances qui devraient s'accentuer avec la croissance démographique.

Le PNUD lutte contre la dégradation des sols à travers a) la fourniture de solutions d'ordre politique et de renforcement des capacités face aux défis de la dégradation des sols ; et b) le soutien des pays dans leur effort pour établir des plans d'action pratiques dans les environnements dégradés pour piloter et développer des technologies et des approches afin d'éviter, de réduire et de remédier à la dégradation des sols[30].

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

4 **Les interventions en matière de gestion des sols les plus fructueuses sont celles qui ont tenu compte des besoins locaux et des stratégies de subsistance, et qui ont favorisé la coopération entre les parties prenantes.**

La dégradation des sols a été reconnue comme l'un des principaux facteurs de pauvreté parmi les populations rurales dans la plupart des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement. Les interventions de gestion des terres au niveau local et communautaire sont plus efficaces lorsqu'elles répondent aux besoins de la communauté concernée, tels que la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire, et lorsqu'elles sont adaptées à la culture. Le succès est souvent venu de la promotion de pratiques de gestion durable des terres en démontrant les améliorations de la productivité agricole aux membres de la communauté. En outre, l'expérience montre que le fait de lier la gestion durable des terres aux préoccupations cruciales en matière de pauvreté et de sécurité alimentaire augmente la volonté des gouvernements et des représentants des ONG de s'attaquer au problème de la dégradation des terres[31]. Le projet Uganda Cattle Corridor[32], a souligné que la pauvreté est l'une des causes profondes des mauvaises pratiques de gestion des terres et de la dégradation des sols qui en découle, illustrant l'impossibilité d'améliorer les pratiques de gestion des terres sans tenir compte des moyens de subsistance. Le projet, prévoyant la formation des agriculteurs aux pratiques d'agriculture de conservation, a permis à la fois d'améliorer les revenus des ménages et d'empêcher l'érosion des sols. Le projet érythréen de gestion durable des terres[33] a également souligné que l'accès continu à la terre est un facteur clé contribuant à la réduction de la pauvreté grâce à l'amélioration de la production alimentaire ainsi qu'à la restauration environnementale des (agro-)écosystèmes dégradés.

De même, les projets doivent éviter les activités entraînant une diminution de la productivité agricole, une augmentation de l'insécurité alimentaire et la pauvreté qui en résulte, car cela pourrait conduire les communautés agricoles à abandonner les bonnes pratiques du domaine qui soutiendraient la préservation des ressources naturelles[34].

Les préoccupations concernant l'adéquation, la faisabilité, les priorités communautaires et l'appropriation locale des projets de gestion durable des terres sont également pertinentes dans le cas du renforcement des capacités et de la formation en matière de moyens d'existence. Le projet Groundnut Basin, au Sénégal[35], a formé des artisans à la fabrication de nouveaux fourneaux économes en combustible, réduisant ainsi le besoin de collecte de bois et d'exploitation forestière et diminuant également le temps de cuisson, les émissions de fumée et le risque de problèmes de santé et de brûlures. Ces nouveaux fourneaux ont donné lieu à une source supplémentaire de revenus grâce à leur fabrication et à leur vente au niveau local.

Cependant, un enseignement, désormais devenu principe de précaution, a été tiré dans le cadre d'un projet mongol sur la compensation et l'atténuation de la dégradation des sols[36] axé sur la réduction de l'érosion des sols et l'amélioration de leur fertilité grâce à des mesures agricoles. Or, les moyens de subsistance en Mongolie reposent sur l'élevage extensif de bétail, et le climat et les sols concernés par le projet n'étaient pas propices à l'agriculture. L'évaluation du projet a permis de noter qu'une amélioration de la gestion des pâturages (et de la gestion du bétail) aurait été mieux accueillie par la communauté que l'approche agricole qui a été adoptée. De même, le programme brésilien de microfinancements[37] s'est concentré majoritairement sur les problèmes liés à l'eau et à la production végétale, bien que la principale cause de dégradation des sols soit l'élevage de bétail en raison du surpâturage et de l'érosion des sols qui en résulte. Cette fois encore, une approche plus appropriée et plus efficace de la gestion des terres aurait consisté à résoudre les problèmes liés à l'élevage par le biais de projets pilotes de subventions pour soutenir la transition d'un élevage extensif vers des systèmes stables, en passant par une mise en jachère des terres afin de permettre une régénération naturelle.

Des pratiques appropriées de gestion des terres peuvent être basées sur les connaissances ancestrales locales, comme l'illustre le projet Uganda Cattle Corridor[38]. Dans le cadre de ce projet, les communautés ont adopté une méthode de mise en enclos sélective nocturne sur sol nu afin que le bétail y dépose des graines et du fumier pour améliorer la fertilité du sol. D'autres cas ont reposé sur l'introduction de nouvelles techniques et la promotion de nouvelles capacités. Le projet lié aux pâturages au Botswana[39] a réussi à sensibiliser à la nécessité de la gestion des incendies, notamment en encourageant les changements de comportement des agriculteurs, ainsi que le don de matériel d'incendie. Ces mesures ont entraîné une réduction spectaculaire de la fréquence et de l'étendue des feux de brousse et ont amplement bénéficié à la régénération de la végétation.

Un autre élément important pour l'appropriation locale des projets de gestion des terres était le soutien et la supervision continus du PNUD directement, ou bien du gouvernement local habilité ou d'organisations de la société civile expérimentées. Certains projets fondés sur des composantes de mise en œuvre prédominantes ont eu des difficultés à obtenir des résultats sur le terrain, en raison de la faible présence des responsables de projets du PNUD et des effectifs limités sur place (par exemple, Pakistan, Brésil, Azerbaïdjan)[40]. L'ensemble des parties prenantes appropriées d'un projet doivent collaborer de manière significative lors de l'élaboration et de la mise en œuvre pour garantir un véritable alignement avec les priorités nationales de développement et les aspirations du secteur privé ainsi qu'avec les besoins de la communauté. Un engagement précoce avec d'autres acteurs de la lutte contre la dégradation des sols peut aider à éclairer les bases de référence des projets et à fixer des objectifs réalistes. Le projet Uganda Cattle Corridor[41] a démontré l'importance de réaliser des améliorations de la gestion des terres « à la racine » du problème et a encouragé la participation communautaire dans la conception du projet et ses modalités opérationnelles, sa mise en œuvre et son suivi. En Afrique du Sud, le PNUD s'est associé à la National Wool Growers Association et à de grands agriculteurs commerciaux pour renforcer les pratiques communautaires au moyen d'une formation aux pratiques d'élevage durables dans les pâturages[42].

L'aménagement du territoire peut devenir un moyen de résolution des conflits en réunissant des groupes de parties prenantes afin de discuter des problèmes, de trouver des solutions et d'établir la « propriété » des terres. Une initiative érythréenne de gestion durable des terres[43] a invité les agriculteurs à participer à une classification des terres, a fourni des conseils aux arpenteurs-géomètres et les a guidés dans la cartographie de l'utilisation des terres. Cette approche a

été très bénéfique pour éviter les questions litigieuses au sein de la communauté locale telles que la répartition inadéquate ou injuste des terres (par exemple, ajuster la redistribution des terres après une attribution de parcelles infertiles).

5 L'utilisation de canaux médiatiques multiples pour communiquer les recommandations en matière de gestion des sols et les résultats des projets peut améliorer et renforcer la sensibilisation et la durabilité.

Une collaboration avec des médias tels que les journaux, les radios communautaires et les réseaux de télévision nationaux fournit des canaux précieux pour sensibiliser à la diffusion d'informations sur la gestion durable des terres. Au Mali, l'insécurité a limité l'accessibilité sur le terrain. Le PNUD a alors établi un partenariat avec des radios indépendantes afin de diffuser des pratiques de gestion durable des terres, lesquelles ont ensuite été traduites dans les cinq langues dominantes dans chaque région[44].

Les réseaux sociaux et les initiatives de financement participatif peuvent également renforcer les liens entre les communautés, la société civile et le secteur privé. Les réseaux sociaux peuvent diffuser ces messages auprès d'un public plus large à faible coût. Le programme de microfinancements de l'Équateur[45] est passé par les réseaux sociaux pour sensibiliser et fournir une plateforme de vente numérique de produits innovants et de qualité fabriqués par les communautés autochtones. GreenCrowds[46], une plateforme unique de financement participatif social et environnemental, a renforcé la visibilité et la durabilité des initiatives de gestion communautaire durable des terres.

Malgré leur efficacité de plus en plus évidente, les stratégies de communication ont été négligées dans les projets de gestion durable des terres. Les évaluations soulignent l'importance de documenter les réalisations accomplies dans le cadre des projets ainsi que les enseignements tirés pour amplifier et reproduire les succès. Il est également essentiel d'adapter les moyens de communication aux différentes parties prenantes (par exemple, les décideurs, les dirigeants communautaires, les gestionnaires de programme, les étudiants, etc.), en tenant compte du support le plus efficace, des messages pertinents et clairs, ainsi que du format et de la langue appropriés.

6 La gestion des sols est un catalyseur pour l'intégration à d'autres domaines et secteurs d'intervention en faveur de l'environnement et du développement.

Les stratégies face à la dégradation des sols et au changement climatique abordent souvent les mêmes problèmes fondamentaux et mettent en œuvre des mesures similaires, en particulier dans les terres arides et semi-arides. De même, la gestion de l'eau et des terres associées devrait prendre en compte les considérations relatives au changement climatique dans tous les domaines. Le thème des eaux souterraines et de leur capacité potentielle à s'adapter à des conditions climatiques de plus en plus difficiles est particulièrement préoccupant. La restauration et l'entretien de l'infrastructure écologique peuvent contribuer à atténuer les risques environnementaux et financiers de la communauté, à réduire la vulnérabilité aux catastrophes naturelles telles que les inondations et les sécheresses, et à renforcer la résilience aux conséquences du changement climatique. Les projets de gestion durable des terres doivent mettre l'accent sur la promotion de l'intégration des questions liées au changement climatique. Dans le projet de gestion durable des terres forestières de la Namibie[47], les systèmes agricoles ont été combinés aux pâturages d'élevage, aux cultures et à la gestion des forêts. Cependant, le projet n'a pas fourni de conseils ni de soutien adéquats pour la mise en œuvre de méthodes agricoles résilientes au climat telles que la diversification des cultures, leur rotation, les variétés à cycle court ainsi que les cultures multiples et intercalaires. Une gestion forestière ainsi isolée doit mieux prendre en compte et inclure des approches intelligentes face au climat avec la mise en œuvre de projets considérant les conséquences du changement climatique comme probables, et non seulement comme un « risque potentiel ». En Afrique du Sud, les pratiques de

gestion durable des terres se sont avérées non viables dans des conditions de sécheresse prolongée, car elles nécessiteraient un changement complet dans l'exploitation des terres ainsi que des moyens de subsistance alternatifs ne garantissant pas une durabilité à long terme, ces derniers dépendant d'un certain niveau de précipitations[48].

Dans le même ordre d'idées, il est important que les projets de gestion des terres interagissent avec d'autres secteurs de gestion des ressources, tels que la gestion des ressources des terres et des pâturages, l'élevage, l'économie rurale et la gestion des ressources forestières. C'est un élément essentiel pour progresser simultanément vers les objectifs de protection de l'environnement, de croissance économique et de développement. Une approche multisectorielle intégrant la gestion durable des terres, la gestion des ressources naturelles et la gestion intégrée des bassins hydrographiques peut donner lieu à des synergies et limiter le risque d'objectifs contradictoires, tout en intégrant la conservation de la biodiversité et la gestion des ressources naturelles dans les pratiques de développement et de production. Au Samoa[49], ce même type d'approche multisectorielle a permis de remédier aux multiples causes de la dégradation des terres et a impliqué l'engagement de plusieurs secteurs gouvernementaux et non gouvernementaux à travailler ensemble sur la prévention de la dégradation des terres et leur restauration. Grâce à cette méthode, la compréhension et la confiance entre le secteur public et les communautés se sont accrues et des possibilités de dialogue ont vu le jour. Au Bélarus[50], le PNUD et les ONG partenaires ont contribué à la formation d'un réseau de responsables de sécurité/gardiens locaux des aires protégées, chargés de signaler les problèmes aux autorités locales et aux agences de contrôle territorial du ministère de l'Environnement. Ils ont également joué le rôle d'« intermédiaires » auprès des communautés locales et des autorités dans la gestion des zones protégées.

III. CONSERVATION ET UTILISATION DURABLE DE LA BIODIVERSITÉ

CONTEXTE

La biodiversité désigne l'ensemble diversifié des organismes terrestres, d'eau douce et marins vivant sur Terre et des différents écosystèmes dont ils font partie. Essentielle à la vie sur la planète, la biodiversité représente une source d'alimentation, d'eau et de matériaux, et joue un rôle clé dans des processus tels que la régulation du climat, la protection contre les catastrophes et la pollinisation. La Convention sur la diversité biologique[51] énonce sa vision, décrite comme suit : « D'ici à 2050, la diversité biologique est valorisée, conservée, restaurée et utilisée avec sagesse, en assurant le maintien des services fournis par les écosystèmes, en maintenant la planète en bonne santé et en procurant des avantages essentiels à tous les peuples ».

Le PNUD s'attaque de manière proactive à l'appauvrissement de la biodiversité et à la dégradation des écosystèmes à travers ses travaux autour de six domaines thématiques clés : l'intégration de la biodiversité, la libération du potentiel des zones protégées, la gestion et la réhabilitation des écosystèmes, la gestion des terres, la transformation des systèmes de produits alimentaires et agricoles et le maintien d'écosystèmes forestiers résilients.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

7 **L'établissement de liens stratégiques avec la réduction de la pauvreté, la promotion de moyens de subsistance alternatifs et la participation de donateurs privés peut contribuer à assurer un financement suffisant ainsi que la durabilité des solutions de conservation de la biodiversité.**

Le maintien des zones protégées nationales nécessite une série d'engagements financiers envers de multiples services et activités associées, telles que des patrouilles fréquentes, le développement de pépinières ou le reboisement. Garantir la viabilité financière représente cependant un véritable défi, tout comme le maintien et l'intensification des interventions (Lao SAFE, RBLAC GGP, Philippines ICCA)[52].

Les projets du FEM ont illustré un certain nombre de moyens d'assurer la durabilité financière des projets, y compris la démonstration réussie de projets pilotes et l'intégration des projets dans le budget des gouvernements (Chine, OACI/UNDP Global Aviation)[53]. Dans certains cas, des sources catalytiques de financement peuvent être obtenues grâce à la participation du secteur privé. Le Partenariat Coca-Cola sur la gouvernance de l'eau a financé le projet concernant les zones humides en Chine[54] après l'interruption du financement de base. En Namibie, la durabilité a été renforcée dans le projet Namibia Protected Area[55] grâce à un financement modeste mais influent de Yahoo! Japon.

Les ressources financières et la durabilité des initiatives de préservation de la biodiversité peuvent également être améliorées par l'intégration d'efforts de réduction de la pauvreté dans les écosystèmes dans lesquels la biodiversité est vulnérable. Les projets intégrant les dispositions de la Convention de Rio, comme celui observé en Jordanie[56], ont attiré les ressources financières lorsqu'ils ont réorienté le projet vers une « intégration des préoccupations sociales ». Cet afflux financier a permis à la réduction de la pauvreté d'être considérée non plus isolément, mais comme un élément d'un tableau plus large des contraintes environnementales entraînant la dérive urbaine et la perte des moyens de subsistance ruraux.

Cependant, cette approche ne fournit aucune garantie de réplicabilité, et les possibilités de mise à l'échelle sont souvent manquées en raison d'une insuffisance de financement et de cofinancement malgré la mise en place d'un cadre socioéconomique solide. Aux Philippines[57], la collaboration avec les communautés autochtones a contribué à la réduction de la pauvreté en promouvant l'utilisation durable des terres et des pratiques de préservation, à la création de possibilités de revenus grâce à des projets en faveur de moyens de subsistance durables, et au renforcement des compétences et des

capacités d'organisation, de leadership et de gestion au niveau communautaire. Néanmoins, malgré sa nature élaborée et la prise en compte des besoins traditionnels de la communauté, le projet a été confronté à des risques de durabilité en raison d'un manque de cofinancement et d'un leadership venant d'un ensemble restreint de partenaires traditionnels.

La promotion de stratégies en faveur de moyens de subsistance alternatifs liées à l'écotourisme et à la conservation des forêts pourrait également renforcer la durabilité des initiatives liées aux zones protégées, mais des risques sont également à signaler. En République démocratique populaire lao[58], les problèmes de financement menaçaient les initiatives de gestion durable des forêts et des terres. La durabilité dépendait fortement de l'écotourisme comme solution au financement post-projet des zones protégées et aux besoins de subsistance, mais ce système n'a pas bénéficié d'une analyse des risques complète ni d'une approche stratégique solide. Le projet n'a pas réussi à mettre en place des incitations durables à l'échelle requise, ni à identifier de nouveaux mécanismes de financement. Le risque peut aisément apparaître si le marché international de l'écotourisme n'est pas compris, si les approches manquent de projections quant aux revenus issus de l'écotourisme, ou si aucun cadre financier n'est en place pour prendre en charge les coûts des patrouilles, du reboisement ou de la création de moyens de subsistance alternatifs[59].

8 Les intérêts locaux et les efforts de conservation de la biodiversité peuvent se renforcer mutuellement grâce à des interventions reposant sur une coopération étroite avec les organisations communautaires.

L'articulation des intérêts locaux grâce aux organisations communautaires et à l'implication de ces groupes dans les accords de planification et de cogestion au sein des conseils de gestion des zones protégées a fait progresser la préservation de la biodiversité. Elle a élargi la connectivité écologique[60] pour les espèces clés, amélioré les moyens de subsistance dans les zones tampons des aires protégées, promu les produits forestiers non ligneux et le pâturage du bétail, et amélioré l'agriculture et l'horticulture ainsi que l'apiculture et l'écotourisme communautaire.

En Mongolie[61], les réseaux de zones protégées ont démontré que la collaboration avec les organisations communautaires locales était une solution efficace pour articuler le modèle de gouvernance des zones protégées locales. Cette approche a permis d'établir des zones tampons pour les aires protégées spéciales et de résoudre les problèmes de personnel dans les aires éloignées et insuffisamment financées. La coopération avec les zones protégées spéciales en matière de surveillance de la faune a permis aux gardes forestiers bénévoles des aires protégées locales d'apprendre par la pratique et de renforcer le réseau de zones protégées.

Aux Philippines[62], la promotion et l'institutionnalisation des aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire se sont imposées comme un complément durable au système national des zones protégées. Il est difficile d'établir des aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire en raison de la diversité ethnique des populations locales, d'autant qu'une telle initiative nécessite un équilibre entre l'ambition et les risques associés grâce à une évaluation minutieuse des lacunes en matière de capacités des agences gouvernementales nationales, des organisations non gouvernementales et des partenaires de mise en œuvre. Le renforcement des capacités des partenaires et le dépassement des contraintes technologiques et d'accessibilité nécessitent également un financement approprié.

Si des mécanismes de gestion adaptative appropriés sont mis en œuvre, les efforts de satisfaction des besoins de la communauté, tels que l'accès aux terres agricoles, et les efforts de préservation de la biodiversité peuvent se renforcer mutuellement et produire des résultats positifs synergiques, voire imprévus. En Géorgie[63], lorsque la zone de Machakhela s'est convertie en parc national, le projet a obtenu le soutien des communautés locales en promouvant les avantages potentiels à long terme de la zone de Machakhela et les services écosystémiques potentiels (produits forestiers non ligneux, eau potable, écotourisme, production d'aliments biologiques, etc.). Cette gestion adaptative a débouché sur une proposition de désignation de la zone de soutien en tant que paysage protégé.

9 Les approches participatives des initiatives de conservation de la biodiversité sont vectrices d'une gestion adaptative plus efficace des interventions. Elles favorisent par ailleurs la durabilité et l'inclusion des questions liées au genre.

À mesure que la conception et la mise en œuvre des projets du FEM ont évolué, il en a été de même pour la nécessité d'un solide plan d'engagement des parties prenantes incluant une compréhension et une reconnaissance des raisons expliquant la pertinence d'une consultation. Par ailleurs, le besoin d'allouer des ressources pour la conception et la mise en œuvre de ces projets s'est également accru. Les principales parties prenantes, au-delà de leur participation au sein de l'organisation de mise en œuvre, de l'organisme d'exécution et des institutions gouvernementales, peuvent apporter une contribution précieuse en matière de consultation et être davantage impliquées dans la conception du document de projet. Favoriser la contribution et la coopération de toutes les organisations concernées peut également s'avérer bénéfique.

La participation multipartite est essentielle, notamment pour assurer la mise en œuvre adéquate des activités du projet et la durabilité des principaux résultats qu'il produira. En Éthiopie[64], la capacité à nouer des partenariats entre les communautés, les autorités locales et régionales/zonales, les universités et les entreprises privées a été cruciale pour résoudre les problèmes d'inondation, de bassin versant et de biodiversité associés à la dégradation des terres dans les zones à forte biodiversité. Des mesures incitatives étaient nécessaires pour provoquer une transition vers une gestion durable des terres et des écosystèmes. Ces mesures incluaient une coordination, une coopération et un partage des coûts approfondis entre les parties prenantes concernant une zone protégée spécifique ainsi que les résultats des moyens de subsistance durables connexes.

Les avantages dépassent la mise en œuvre du projet et peuvent conduire à une appropriation nationale plus forte, à des cadres politiques plus propices, à de nouvelles sources de financement et, en général, à un plus grand potentiel de durabilité future. L'implication des parties prenantes au cours de la phase initiale d'un projet peut avoir une incidence positive déterminante. Dans le cas de la Jordanie[65], une révision de la matrice des parties prenantes a fourni une vue d'ensemble plus complète et a transformé l'approche du projet, passant d'une stratégie « descendante » à une stratégie « ascendante », et reliant les trois Conventions de Rio au rôle que jouent les populations rurales au sein de leur écosystème socioéconomique. L'état de l'environnement s'est amélioré de manière significative. En outre, une méthode de gestion des bassins versants a été mise en place afin de soutenir la végétation naturelle à l'aide de l'eau récoltée des crues soudaines, contribuant à la conservation des valeurs de la biodiversité des pâturages. Au Cambodge[66], l'hébergement de la Project Management Unit dans les locaux du gouvernement s'est avéré un moyen très efficace de s'associer pleinement au gouvernement et aux parties prenantes locales sur les trois Conventions de Rio, permettant de comprendre les besoins en matière de soutien politique, technique, financier et logistique, et améliorant la capacité de la Project Management Unit à coordonner et à collaborer avec d'autres initiatives mises en œuvre dans le domaine du changement climatique, de la dégradation des sols et de la conservation de la biodiversité.

Veiller à ce que la communauté des donateurs connaisse les investissements, les activités et les plans de travail des uns et des autres était essentiel en Géorgie[67] pour affiner le plan d'action du projet en matière de calendriers et de budgets, et ainsi effectuer un déploiement plus efficace de consultants pour les activités de formation et de renforcement des capacités. Les parties prenantes doivent mettre à profit des compétences en phase avec les objectifs du projet. Si, en plus, le projet est accompagné d'un important financement associé, la probabilité de durabilité augmente, comme ce fut le cas pour le projet pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité dans les eaux en amont du bassin de la rivière Huai He, en Chine[68].

Alors que l'intégration des questions liées au genre a été largement encouragée au fil des ans, de nombreux projets rencontrent encore des difficultés à tenir compte de ces problématiques dans leurs actions. Les stratégies sexospécifiques

doivent être envisagées et mises en œuvre le plus tôt possible et dans une perspective à long terme, compte tenu du temps et des efforts continus nécessaires pour promouvoir les changements sociaux et culturels afin d'intégrer les approches en matière de genre dans la gestion des ressources naturelles[69]. Des problèmes de genre communs surviennent dès la phase de conception, lesquels pourraient avoir été identifiés si un processus participatif avait été mis en place. Parmi ces problèmes figure le manque d'objectifs spécifiques en matière d'égalité des genres (Philippines[70]) ou le manque d'objectifs d'intégration des questions liées au genre dans les cadres de résultats (Mongolie[71], Chine[72]). Le projet mondial visant à « fournir un soutien technique pour produire le sixième rapport national »[73] a démontré que les projets multinationaux sur la biodiversité doivent veiller à inclure une approche différenciée du genre (reflétant la situation du pays) dès la phase de conception.

IV. EAUX INTERNATIONALES

CONTEXTE

Pour une gestion durable et intégrée des systèmes multinationaux d'eau douce et marins, des réformes complexes doivent être entreprises en matière de gouvernance régionale et nationale. Depuis 1991, le Programme des eaux internationales du PNUD-FEM a soutenu plus d'une centaine de pays partageant une partie des écosystèmes aquatiques les plus grands et les plus importants au monde. Cette coopération visait à répondre aux préoccupations prioritaires convenues en matière d'environnement et de ressources en eau auxquelles sont confrontées ces masses d'eau. Ont ainsi été élaborés des programmes « emblématiques » liés aux types de masses d'eau (grands écosystèmes marins, lacs, rivières et aquifères), des axes thématiques (gestion intégrée des ressources en eau et gestion intégrée des zones côtières) et des programmes mondiaux. Ce portefeuille de programmes soutient les systèmes d'eau partagés les plus importants au monde pour les milliards de personnes qui dépendent de ces écosystèmes pour leurs moyens de subsistance et leur sécurité.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

10 **La promotion d'une collaboration régionale et intersectorielle au moyen des interventions du FEM constitue une contribution supplémentaire clé à la gestion des eaux transfrontalières.**

Les données factuelles issues de l'évaluation montrent que les interventions dans le domaine des eaux internationales peuvent promouvoir l'eau en tant que facteur de coopération et contribuer à la consolidation de la paix. C'est ce que l'on peut observer dans le cadre de la coopération binationale soutenue par le PNUD-FEM entre l'Équateur et le Pérou[74]. Ce partenariat, considéré comme l'un des efforts de collaboration les plus prometteurs en Amérique latine, est fondé sur une gestion conjointe des ressources en eau transfrontalières, la favorisation de la confiance et le renforcement de la compréhension et de l'empathie, de la collaboration, de l'intégration et de l'harmonie[75]. Cependant, les interventions peuvent être compromises par l'absence de coopération intersectorielle et de partage d'expériences, en particulier lorsque cette situation est exacerbée par la rotation fréquente des fonctionnaires et des charges de travail irréalistes qui limitent les possibilités d'interaction et de participation efficaces à la prise de décision. Cumulés, ces facteurs compromettent la bonne mise en œuvre des interventions (Pérou[76]).

Pour optimiser ses retombées, la gestion des masses d'eau doit adopter des approches innovantes favorisant une coopération multidisciplinaire renforcée entre les différents secteurs et parties prenantes. L'évaluation d'une intervention mondiale (consistant à transformer l'industrie mondiale du transport maritime[77]) a souligné la nécessité d'une plus grande collaboration, en particulier en ce qui concerne le transfert de technologie lié à l'efficacité énergétique maritime et les stratégies de réduction des gaz à effet de serre (GES) dans le transport maritime, les ports et les terminaux. Une alliance industrielle mondiale, principalement dirigée par le secteur privé lui-même, s'est concentrée sur l'identification et le développement de ces technologies et leur mise à disposition pour examen et utilisation. Cette exigence de transfert de technologie a été prise en compte dans un certain nombre d'accords et de traités internationaux des Nations Unies soutenus par le portefeuille des eaux internationales.

Convenir de protocoles régionaux communs de surveillance et de partage des données est un aspect important de la coopération régionale et essentiel pour assurer une mise en œuvre efficace et une durabilité à long terme. L'évaluation finale du projet des eaux internationales de la mer Jaune (Chine[78]) a signalé que la structure du partage de données et d'informations sur les sources et les puits de contaminants entre les différents secteurs n'avait pas été formellement établie, restreignant à la fois les procédures d'évaluation adéquates et de suivi à long terme. Cette absence de données limitait toute évaluation de l'efficacité de la restauration des zones côtières en raison de l'absence d'un cadre de suivi intégré à long terme de la capacité de renouvellement des eaux et de l'afflux des marées, de la fonction écologique

des zones humides et des habitats pour la biodiversité d'importance mondiale, y compris les espèces d'oiseaux migrateurs.

11 **Les actions concernant les eaux internationales tirent parti d'activités d'évaluation et de démonstration des écosystèmes qui favorisent un soutien politique et un financement suffisant pour garantir une surveillance complexe à long terme.**

Le soutien politique aux projets de coopération sur les eaux internationales peut être encouragé par une définition précise de la valeur des biens et des services assurés par les écosystèmes aquatiques. En effet, cette définition aide à intégrer ces biens et services dans les principaux domaines d'intérêt économique et de développement des gouvernements. D'après l'évaluation d'un projet de gestion des ressources en eau aux frontières entre le Pérou et l'Équateur[79], la valeur économique des écosystèmes et des services qu'ils fournissent n'avait pas été correctement identifiée, mesurée et reconnue par la société. Il est donc aisé de constater que les services écosystémiques ont souvent peu de poids dans le processus de prise de décision. Il est possible que les décideurs de la région aient privilégié des résultats offrant une valeur commerciale immédiate accentuant la dégradation des écosystèmes et de leurs services, générant des rendements économiques à court terme au détriment des coûts économiques à long terme, ce qui n'est pas une approche durable. Compte tenu de la valeur des services écosystémiques fournis par l'eau, le projet dont il est question aurait pu bénéficier d'une approche plus intégrée en adoptant une perspective à long terme axée sur les questions dérivées de l'interrelation entre l'eau, l'environnement, l'économie et les moyens de subsistance identifiés comme les causes profondes des problèmes environnementaux. La démonstration de la culture des fruits de mer et des algues (Yellow Sea Project, Chine[80]) a donné naissance à une approche populaire en Chine portant sur la génération d'avantages vastes et complets, et reposant sur des améliorations mesurables et notables du varech associées à une diminution des coûts de main-d'œuvre et à des avantages économiques plus importants pour la communauté des pêcheurs.

Toute gestion efficace des ressources en eau nécessite également des études détaillées des océans, des côtes, des systèmes fluviaux ou des principaux aquifères. Pour y parvenir, des ressources doivent être mises à disposition dès les premières étapes du projet pour la réalisation d'une étude approfondie de l'océanographie ou de l'hydrogéologie de la masse d'eau. Le projet Kura River Basin (Géorgie-Azerbaïdjan[81]) a mis cette méthode en application. Il fournit également des directives claires de surveillance à long terme selon des critères spécifiques d'état écologique des rivières régionales et a développé une méthodologie alternative et simplifiée pour la surveillance hydrologique dans le bassin fluvial. Ce projet a préparé le terrain pour la cartographie des risques d'inondation et le développement d'instruments et de mécanismes pour la réduction des risques de pertes dues aux inondations et pour la répartition et la régulation des débits d'eau entre les différents secteurs. De toute évidence, ces systèmes de suivi jouent un rôle essentiel dans le processus de suivi et d'évaluation, un facteur crucial pour contrôler les indicateurs et les objectifs des projets et pour mettre à jour à la fois l'analyse diagnostique transfrontalière et le programme d'action stratégique. La réalisation des objectifs de réduction des prises accessoires d'espèces en danger, menacées ou protégées est remise en question lorsqu'aucun système de surveillance n'est en place pour vérifier et quantifier avec précision lesdites réalisations (Indonésie, Philippines, Vietnam[82]). Le changement climatique est l'un des nombreux enjeux que les analyses diagnostiques transfrontalières et leurs plans d'action nationaux associés ont identifiés comme émergeant avec une plus grande importance dans le secteur de la pêche, et qui nécessitent des mesures d'atténuation spéciales et un suivi attentif[83].

12 **L'engagement intersectoriel des parties prenantes et le partage des connaissances sont essentiels à la durabilité des interventions multinationales sur le long terme dans le domaine des eaux internationales.**

La gestion des masses d'eau a été qualifiée de transversale dans la mesure où elle dépend de divers secteurs et acteurs et réciproquement[84]. Par conséquent, il est indispensable d'établir une coordination étroite avec les parties prenantes au-delà du secteur habituel de l'eau et de l'assainissement, car la gestion de l'eau est étroitement liée aux ressources naturelles, à la santé, à l'agriculture, à la pêche, aux écosystèmes, aux infrastructures, au développement urbain, à la science, à l'énergie, à la planification, aux finances, au développement social, au tourisme et à la préparation aux catastrophes. Dans le cadre des initiatives multinationales et régionales, la mise en place de divers groupes de travail régionaux thématiques a permis de renforcer l'engagement et l'interaction globaux des parties prenantes régionales (Chine[85]). Ces mesures peuvent être encore améliorées grâce à l'établissement de liens et d'une interaction avec les groupes de travail nationaux. Par exemple, des ateliers organisés par des groupes de travail régionaux sur la pêche, les habitats, la pollution, la durabilité, l'évaluation et d'autres questions pertinentes ont donné de bonnes occasions d'échanger des informations techniques.

L'inclusion du secteur privé en tant que partie prenante majeure est une étape critique qui soutient son appropriation à long terme des objectifs et des résultats du projet, mais cela doit être négocié avec soin. Dans le cadre du projet GloMEEP (Singapour[86]), il a été convenu que seules des entreprises individuelles seraient considérées comme membres de l'alliance industrielle mondiale, sans la participation d'associations ou d'organes représentatifs. L'implication directe d'entreprises individuelles a engendré une « appropriation » personnelle et permis une compréhension des questions plus larges. L'unité de coordination du projet a également proposé d'inviter des observateurs à se joindre aux réunions de l'alliance industrielle mondiale (par exemple, des experts scientifiques ou des universitaires) de temps à autre et le cas échéant. L'alliance industrielle mondiale s'est révélée comme un exemple exceptionnellement efficace d'engagement du secteur privé permettant à ce dernier de conserver son « indépendance » tout en encourageant sa contribution et son partenariat. À la lumière de cette expérience et des enseignements tirés, ce modèle est reproduit dans d'autres projets maritimes similaires où le PNUD agit en tant qu'organisation de mise en œuvre, comme le partenariat GloFouling[87].

D'autres possibilités de collaboration peuvent être observées dans les initiatives régionales liées aux buts et objectifs du portefeuille des eaux internationales du PNUD-FEM. En nouant des relations plus interactives, les organismes pertinents des Nations Unies ou les parties prenantes des organisations intergouvernementales peuvent renforcer la durabilité de leurs projets et éviter les doublons et la confusion à propos des rôles et des résultats attendus. Une telle interaction est notamment rendue possible grâce à la participation mutuelle aux réunions, ateliers ou comités de pilotage. La collaboration avec des initiatives régionales telles que NOWPAP (Plan d'action pour la protection, la gestion et le développement du milieu marin et côtier du Pacifique du Nord-Ouest) et NEAMPAN (Réseau d'aires marines protégées de l'Asie du Nord-Est) a été d'une importance capitale pour améliorer la probabilité d'obtenir les résultats escomptés et leur durabilité après la clôture du projet (Chine[88]).

La coopération entre divers acteurs facilite également le partage des connaissances à travers des formations de renforcement des capacités et la diffusion de documents d'orientation au profit d'autres projets, pays et régions. Dans le cadre du projet GloMEEP (Singapour[89]), de tels outils et supports ont été conçus avec succès pour les dix principaux pays partenaires conformément à l'annexe VI de la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires. Des produits très innovants ont ainsi vu le jour, tels que le rapport sur la cartographie du paysage des investissements et un concept de mécanisme et de fonds d'investissement océanique ayant mis en évidence les possibilités d'investissement dans l'économie bleue[90]. Cependant, même lorsqu'un large éventail d'activités au niveau sous-régional a largement contribué à accroître les revenus et l'emploi dans une région, cela ne conduit pas forcément à un accord commun sur les modalités de gestion sous-régionales (Petits États insulaires en développement du Pacifique[91]).

Il est important que les projets interagissent directement avec le Réseau de partage des savoirs et des ressources sur les eaux internationales (IW:LEARN) et qu'ils extraient et partagent méthodiquement les enseignements tirés et les

meilleures pratiques[92]. Il convient ensuite de les convertir en notes d'expérience ou en documents d'orientation plus détaillés ou en boîtes à outils. L'établissement de jumelages[93] entre les projets régionaux a amélioré l'échange d'expériences et de connaissances, ainsi que la qualité des enseignements et des meilleures pratiques. Diverses évaluations de projets relatifs aux eaux internationales ont conclu qu'au-delà du portefeuille du FEM-IW, le IW:LEARN pourrait tirer parti de son avantage comparatif et renforcer sa collaboration avec des organisations externes telles que les conventions et plans d'action du PNUE relatifs aux mers régionales, aux organisations régionales de gestion des pêches, aux organisations de gestion des bassins fluviaux et aux aires marines au-delà de la juridiction nationale pour éviter la duplication des efforts et mettre à profit des synergies.

RÉFÉRENCES

[1] *Performance Audit of UNDP Global Environment Facility (GEF) Management*, 2020.
[2] L'examen rapide des données probantes est un processus visant à rassembler les informations et les connaissances tirées d'un vaste éventail de sources en vue d'éclairer les débats et les décisions urgentes en matière de politiques sur des questions particulières. À l'instar d'autres évaluations systématiques plus connues, les examens rapides des données probantes synthétisent les conclusions d'études individuelles selon un protocole standard, mais n'analysent pas l'ensemble de la littérature consacrée à un sujet donné : ces examens ne consistent pas en une étude poussée, approfondie ou exhaustive, mais visent à aboutir à un résultat rapide.
[3] À l'heure actuelle, près de 1 500 évaluations et examens à mi-parcours du FEM et d'autres fonds verticaux ont été publiés au cours des 20 dernières années. Ils sont accessibles au public via le Centre de gestion en ligne des évaluations du PNUD.
[4] Une répartition équilibrée des évaluations sélectionnées parmi les régions du PNUD était l'un des critères du processus de sélection.
[5] Pour garantir la qualité des enseignements tirés, l'examen rapide des données probantes exclut les évaluations auxquelles le PNUD a attribué de faibles notes d'évaluation en matière de qualité.
[6] Au moment de la réalisation de l'examen rapide des données probantes, le Centre de gestion en ligne des évaluations du PNUD contenait 465 évaluations finales et examens à mi-parcours pour le FEM-5 et FEM-6.
[7] À la fin du processus de sélection, 123 évaluations au total ont été examinées aux fins de cet examen rapide des données probantes.
[8] Nations Unies, Accord de Paris, 2015.
[9] *Terminal Evaluation: Ten Island Challenge*, 2019.
[10] *Terminal Evaluation: Promotion and up-scaling of climate-resilient, resource efficient technologies in a Tropical Island Context*, 2019.
[11] *Terminal Evaluation: Effective Governance for Small-scale Rural Infrastructure and Disaster Preparedness in a Changing Climate*, 2018.
[12] *Mid-Term Review: Effective Governance for Small-scale Rural Infrastructure and Disaster Preparedness in a Changing Climate*, 2016.
[13] Les mesures prises incluaient une mise en conformité du système d'irrigation par rapport à la norme de protection contre le changement climatique, un approvisionnement en eau résilient à ce changement, une amélioration des vannes de protection contre les crues, des passerelles communautaires, etc. Elles ont contribué à garantir un approvisionnement sûr et ininterrompu en eau d'irrigation et en eau douce, à améliorer la protection contre les inondations et la connectivité et à assurer la mobilité de la population résidente face à l'intensification des risques hydrométéorologiques.
[14] *Terminal Evaluation: Enhancing capacities of rural communities to pursue climate-resilient livelihood options in São Tomé and Príncipe districts of Caué, Me-Zochi, Principe, Lemba, Cantagalo, and Lobata (CMPLCL)*, 2020.
[15] « Évaluation finale (TE) du Projet Renforcement de la résilience des moyens d'existence des communautés agricoles face au changement climatique dans les préfectures guinéennes de Gaoual, Koundara et Mali », 2018.
[16] *Terminal Evaluation: Enhancing Resilience to Climate Change by Mainstreaming Adaptation Concerns into Agriculture Sector Development*, 2019.
[17] *Terminal Evaluation: Scaling up Adaptation Project*, 2019.
[18] *Terminal Evaluation: Scaling-up Risk Transfer Mechanisms for Climate Vulnerable Agriculture-based Communities in Mindanao*, 2018.
[19] Mid-Term Review: *Climate Smart Urban Development Challenge* project, 2020.
[20] Selon l'évaluation, le projet a réussi à obtenir un cofinancement en espèces supplémentaire de quatre entreprises mettant en œuvre des projets d'innovation sélectionnés, pour un total de 545 000 dollars US. Le cofinancement en nature de l'Agence allemande de coopération internationale a soutenu l'une de ces entreprises. Le cofinancement en espèces du ministère slovaque des Finances s'élève à 203 000 dollars US
[21] *Terminal Evaluation: Strengthening Climate Information (CI)/Early Warning Systems (EWS) in Africa*, 2019.
[22] *Terminal Evaluation: Building Energy Efficiency Project*, 2014.
[23] *Terminal Evaluation: Strengthening Climate Information and Early Warning Systems project*, 2018.
[24] *Terminal Evaluation: Transforming the market for urban energy efficiency in Moldova*, 2018.
[25] Selon le Centre commun de recherche de l'Union européenne, le contrat de performance énergétique (CPE) est une forme de « financement créatif » pour l'amélioration des infrastructures, qui permet de financer des rénovations énergétiques en proposant des réductions de coûts. Lorsqu'un accord CPE est conclu, une organisation externe (ESCO) met en œuvre un projet de rendement énergétique ou d'énergie renouvelable, puis utilise le flux de revenus provenant des économies de coûts ou de l'énergie renouvelable produite, pour rembourser les coûts liés au projet, y compris les coûts de l'investissement. En règle générale, l'ESCO ne perçoit son paiement qu'une fois que le projet génère les économies d'énergie prévues. https://e3p.jrc.ec.europa.eu/articles/energy-performance-contracting.
[26] *Terminal Evaluation: Increasing Climate Change Resilience of Maldives through Adaptation in the Tourism Sector*, 2016.
[27] *Terminal Evaluation: Assisting non-LDC developing countries with country-driven processes to advance National Adaptation Plans*, 2020.
[28] Cette mesure s'inscrit dans le cadre de l'objectif de développement durable 15, cible 15.3 : « D'ici à 2030, lutter contre la désertification, restaurer les terres et sols dégradés, notamment les terres touchées par la désertification, la sécheresse et les inondations, et s'efforcer de parvenir à un monde sans dégradation des terres ».
[29] Le GIEC identifie l'agriculture, la foresterie et les autres affectations des terres (AFAT) comme une source nette importante d'émissions de GES, contribuant à environ 23 pour cent des émissions anthropiques de dioxyde de carbone (CO_2), de méthane (CH_4) et d'oxyde nitreux

(N_2O) combinés en équivalents CO_2 pour la période 2007-2016. GIEC, 2019 : Changement climatique et terres émergées : Rapport spécial du GIEC sur le changement climatique, la désertification, la dégradation des sols, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres. Disponible à l'adresse suivante : https://www.ipcc.ch/srccl/download/.

[30] PNUD, Combatting Land Degradation – Securing a Sustainable Future, 2019.

[31] LDC and SIDS targeted portfolio approach for capacity development and mainstreaming of sustainable land management project terminal evaluation, 2014.

[32] Terminal Evaluation: SLM to Overcome Land Degradation in the Cattle Corridor Districts of Uganda, 2016.

[33] Terminal Evaluation: Eritrea Sustainable Land Management Pilot Project, 2017.

[34] Terminal Evaluation: Namibia Improving Policy and Practice Interaction through Civil Society Capacity Building, 2016.

[35] Terminal Evaluation: Senegal Groundnut Basin Soil Management and Regeneration Project, 2013.

[36] Terminal Evaluation: Land Degradation Offset and Mitigation Project in Western Mongolia, 2019.

[37] Terminal Evaluation: GEF 12/G32 5th Phase of Small Grants Programme in Brazil, 2018.

[38] Terminal Evaluation: Enabling environment for SLM to overcome land degradation in Uganda Cattle Corridor District, 2016.

[39] Terminal Evaluation: Mainstreaming SLM in Rangeland Areas of Ngamiland District for Improved Livelihoods, 2019.

[40] Mid-term evaluation: SLM Programme to Combat Desertification in Pakistan, 2018.

[41] Terminal Evaluation: SLM to Overcome Land Degradation in the Cattle Corridor Districts of Uganda, 2016.

[42] Mid-term evaluation: Securing Multiple Ecosystems Benefit through SLM in South Africa, 2020.

[43] Terminal Evaluation: Eritrea Sustainable Land Management Pilot Project, 2017.

[44] Terminal Evaluation: Programme d'Accroissement de la Productivité Agricole au Mali, 2020.

[45] *Terminal Evaluation: Sixth Operational Phase of the GEF SGP in Ecuador*, 2019.

[46] www.greencrowds.org

[47] Terminal Evaluation: Sustainable Management of Namibia's Forested Lands (NAFOLA), 2020.

[48] Mid-term evaluation: Securing Multiple Ecosystems Benefit through SLM in South Africa, 2020.

[49] Terminal Evaluation: Strengthening Multi-Sectoral Management of Critical Landscapes in Samoa, 2020.

[50] Terminal Evaluation: Landscape approach to management of peatlands aiming at multiple ecological benefits, 2017.

[51] Depuis 1993, la Convention sur la diversité biologique constitue le cadre politique mondial d'action pour le maintien de la biodiversité. Elle vise à la mise en œuvre de son Plan stratégique actuel, le Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020, et des Objectifs d'Aichi, fondés sur le principe de « Vivre en harmonie avec la nature ».

[52] *Mid-Term Review: Sustainable Forest and Land Management in the Dry Dipterocarp Forest Ecosystems of Southern Lao PDR*, 2020, *Mid-term review: GGP Adaptative Management & Learning, and Reducing Deforestation from Commodity Production*, 2019 et *Terminal Evaluation: Strengthening National Systems to Improve Governance and Management of Indigenous Peoples and Local Communities Conserved Areas and Territories*, 2019.

[53] *Terminal Evaluation: Transforming the global aviation sector: Emissions Reductions from International Aviation*, 2018 et *Terminal Evaluation: Conservation and Sustainable Use of Biodiversity in the Headwaters of the Huaihe River Basin*, 2014.

[54] *Terminal Evaluation: Strengthening the Management Effectiveness of the SubSystem of Wetland Protected Areas for Conservation of Globally Significant Biodiversity*, 2019.

[55] *Terminal Evaluation: Strengthening the capacity of the protected area system to address new management challenges*, 2018.

[56] *Terminal Evaluation: Mainstreaming Rio Convention Provisions into National Sector Policies (CCCD) Project*, 2019.

[57] *Terminal Evaluation: Strengthening National Systems to Improve Governance and Management of Indigenous Peoples and Local Communities Conserved Areas and Territories*, 2019.

[58] *Mid-Term Review: Sustainable Forest and Land Management in the Dry Dipterocarp Forest Ecosystems of Southern Lao PDR*, 2020.

[59] Malgré la signature d'accords sur la conservation avec 16 villages, allant au-delà de la simple facilitation du paiement direct aux individus pour les activités de patrouille et de reboisement, et malgré le soutien apporté à des villageois sélectionnés pour promouvoir des moyens de subsistance alternatifs.

[60] *Ecological connectivity is the unimpeded movement of species and the flow of natural processes that sustain life on Earth.* Disponible à l'adresse suivante : https://www.cms.int/fr/node/22269.

[61] *Terminal Evaluation: Mongolia's Network of Managed Resource Protected*, 2018.

[62] *Terminal Evaluation: Strengthening National Systems to Improve Governance and Management of Indigenous Peoples and Local Communities Conserved Areas and Territories*, 2019.

[63] *Terminal Evaluation: Expansion and Improved Management Effectiveness of the Achara Region's Protected Areas*, 2019.

[64] Comme dans le cas de l'Éthiopie mis en évidence dans le document *Terminal evaluation of Mainstreaming Incentives for Biodiversity Conservation in the Climate Resilient Green Economy Strategy (CRGE)*, 2019.

[65] *Terminal Evaluation: Mainstreaming Rio Convention Provisions into National Sector Policies (CCCD) Project*, 2019.

[66] Terminal evaluation: Generating, Accessing and Using Information and Knowledge Related to the Three Rio Conventions, 2018.

[67] *Terminal Evaluation: Expansion and Improved Management Effectiveness of the Achara Region's Protected Areas*, 2019.

[68] *Terminal Evaluation: Conservation and Sustainable Use of Biodiversity in the Headwaters of the Huaihe River Basin*, 2014.

[69] *Terminal Evaluation: Integrated Water Resources Management in the Puyango-Tumbes, Catamayo-Chira and Zarumilla Transboundary Aquifers and River Basins*, 2020.
[70] *Terminal Evaluation: Strengthening National Systems to Improve Governance and Management of Indigenous Peoples and Local Communities Conserved Areas and Territories*, 2019.
[71] *Terminal Evaluation: Mongolia's Network of Managed Resource Protected*, 2018.
[72] *Terminal Evaluation: Conservation and Sustainable Use of Biodiversity in the Headwaters of the Huaihe River Basin*, 2014.
[73] *Terminal Evaluation: Technical support to eligible parties to produce the sixth national report (6NR) project*, 2020.
[74] *Terminal Evaluation: Integrated Water Resources Management in the Puyango-Tumbes, Catamayo-Chira and Zarumilla Transboundary Aquifers and River Basins*, 2020.
[75] En conflit à propos des définitions des limites des frontières depuis quelques siècles, l'Équateur et le Pérou ont signé un Accord de paix en 1998. Depuis lors, l'intégration et le développement de la zone frontalière est une priorité absolue pour les deux pays, et l'eau est devenue un élément ayant suscité un travail conjoint et collaboratif pour la gestion des ressources partagées.
[76] *Mid-Term Review: Integrated Water Resources Management in the Titicaca-Desaguadero-Poopo-Salar de Coipasa System*, 2019.
[77] *Terminal Evaluation: Transforming the Global Maritime Transport Industry Towards a Low Carbon Future Through Improved Energy Efficiency*, 2018.
[78] *Terminal Evaluation: Yellow Sea Internationals Waters Project*, 2020.
[79] *Terminal Evaluation: Integrated Water Resources Management in the Puyango-Tumbes, Catamayo-Chira and Zarumilla Transboundary Aquifers and River Basins*, 2020.
[80] *Terminal Evaluation: Yellow Sea Internationals Waters Project*, 2020.
[81] *Mid-Term Review: Advancing Integrated Water Resource Management across the Kura river basin through implementation of the transboundary agreed actions and national plans*, 2019.
[82] *Terminal Evaluation: Highly Migratory Fish Stocks in the West Pacific and East Asian Seas Project*, 2019.
[83] *Mid-Term review: Implementation of Global and Regional Oceanic Fisheries Conventions and Related Instruments in the Pacific Small Island Developing States*, 2018.
[84] *Terminal Evaluation: Integrated Water Resources Management in the Puyango-Tumbes, Catamayo-Chira and Zarumilla Transboundary Aquifers and River Basins*, 2020.
[85] *Terminal Evaluation: Yellow Sea Internationals Waters Project*, 2020.
[86] *Terminal Evaluation: Transforming the Global Maritime Transport Industry Towards a Low Carbon Future Through Improved Energy Efficiency*, 2018.
[87] https://www.glofouling.imo.org/
[88] *Terminal Evaluation: Yellow Sea Internationals Waters Project*, 2020.
[89] *Terminal Evaluation: Transforming the Global Maritime Transport Industry Towards a Low Carbon Future Through Improved Energy Efficiency*, 2018.
[90] *Mid-Term Review: Scaling Up Implementation of the Sustainable Strategy for the Seas of East Asia Project*, 2018.
[91] *Mid-Term Review: Implementation of Global and Regional Oceanic Fisheries Conventions and Related Instruments in the Pacific Small Island Developing States*, 2018.
[92] *Terminal Evaluation: Strengthening Global Governance of Large Marine Ecosystems (LME:LEARN) and International Waters Learning Exchange And Resource Network (IW:LEARN) Projects*, 2020. Le IW:LEARN a été créé pour renforcer la gestion des eaux transfrontalières dans le monde en collectant et en partageant les meilleures pratiques, les enseignements tirés et les solutions innovantes aux problèmes communs dans le portefeuille des eaux internationales du FEM.
[93] Le jumelage est un système par lequel deux projets mettent à profit leurs ressources en matière de personnel et d'expertise et échangent leurs expériences. Cette stratégie s'est avérée efficace pour le renforcement des capacités.

À PROPOS DU BUREAU INDÉPENDANT D'ÉVALUATION

En produisant des données probantes objectives, le Bureau indépendant d'évaluation (BIE) aide le PNUD à accroître sa redevabilité et permet de tirer de meilleurs enseignements des expériences passées. Le BIE améliore également l'efficacité du PNUD dans le domaine du développement au moyen de ses évaluations par programmes et par thèmes. Enfin, il contribue à la transparence de l'organisation.

À PROPOS DE LA SÉRIE « RÉFLEXIONS »

La série « Réflexions » du BIE s'intéresse à de précédentes évaluations et recense les enseignements tirés des activités du PNUD dans le cadre de ses différents programmes. Elle rassemble les connaissances issues de l'évaluation pour fournir des éléments pertinents afin d'améliorer la prise de décision et les résultats en matière de développement. Cette édition souligne les enseignements tirés des évaluations de l'action du PNUD pour lutter contre la pauvreté.

#EvalLessons | web.undp.org/evaluation | /undp_evaluation | /ieoundp